C@rtel

InitiÃ© par l'Office International de l'Eau, avec l'appui des ministÃ¨res de l'Agriculture et de l'Environnement et la RÃ©gion Limousin, C@rtel, est le site "eau" des Ã©lus ruraux de France. RebaptisÃ© Eau dans la ville. OIEau, novembre 1999.

Site
Cartel

Objet
le site Eau des Ã©lus de France

Ã‰diteur

OIEau

MinistÃ¨re de l'Agriculture et de l'Environnement

RÃ©gion Limousin

CrÃ©ation
septembre 1999

Ã‰LUS33 062 Ã©lus sur-responsabilisÃ©s et sous-informÃ©sC@rtelÂ - Centre d'Appui et de Ressources TÃ©lÃ©matiques des Locaux, Eau et Environnement, ll'appelation est un peu rude. L'important Ã retenir, c'est que les Ã©lus ruraux de France bÃ©nÃ©ficieront bientÃ´t d'un superbe outil d'assistance Ã la gestion de l'eau.

33 062 Ã©lus sur-responsabilisÃ©s et sous-informÃ©s

Les Ã©lus locaux doivent faire face Ã des responsabilitÃ©s et Ã des devoirs accrus en matiÃ¨re de gestion de l'eau. Si cela ne pose aucun problÃ¨me dans les moyennes ou grandes collectivitÃ©s, il n'en va pas de mÃªme dans le milieu rural, en France reprÃ©sentÃ© par 33 062 communes de moins de 2 500 habitants, dont, qui plus est, 21 574 communes de moins de 500 habitants.

Tout Ã la fois interlocuteur de ses concitoyens, de l'administration et des distributeurs et Ã©quipementiers, c'est souvent sans information et sans grands moyens techniques et financiers que l'Ã©lu rural doit participer Ã de nombreuses procÃ©dures, veiller aux normes de sÃ©curitÃ© et de qualitÃ©, contrÃ´ler les prestations et les prix, voire, se transformer en vÃ©ritable chef d'entreprise. Exercice pas toujours facile.

Le projet C@rtel

C'est dans ce contexte, et Ã l'appui de l'expÃ©rience des JournÃ©es de l'Eau des Elus (qui en 7 ans ont rassemblÃ© 10 000 Ã©lus locaux) que l'Office international de l'eau a imaginÃ© mettre en place un site Internet qui leur soit entiÃ¨rement dÃ©diÃ© : le C@rtel. Quatre partenaires se sont associÃ©s au projet : le ministÃ¨re de l'Agriculture (en charge du FNDAE), le ministÃ¨re de l'AmÃ©nagement du Territoire et de l'Environnement (FNADT) ainsi que la RÃ©gion du Limousin.

Les services C@rtel

Les services apportÃ©s par C@rtel comprendront :

l'information d'actualitÃ© sur l'eau : Ã©volution de la rÃ©glementation, Ã©chos des partenaires, rubriques utilitaires ;un guide des services publics : recueil de fiches pratiques pour l'analyse juridique et technique des services, rÃ©alisÃ© avec le soutien du ministÃ¨re de l'Agriculture et de la PÃªche et qui donnera un accÃ¨s direct aux textes de rÃ©fÃ©rence ;des initiatives d'Ã©lus qui permettront de capitaliser sur les retours d'expÃ©riences et lles dÃ©marches innovantes ;un accÃ¨s direct aux donnÃ©es sur la ressource en eau ;une rubriquechiffres-clÃ©s ;un rÃ©pertoire d'adresses et de contacts ;des liens vers les autres sites internet intÃ©ressants ;des outils de base : FAQ, forums, confÃ©rences et sondages.

Le fonctionnement

Un comitÃ© de pilotage, composÃ© de reprÃ©sentants des partenaires du projet a Ã©tÃ© chargÃ© d'initier et de valider les orientations proposÃ©es et les produits rÃ©alisÃ©s. Ce comitÃ© associe en particulier les ministÃ¨res soutenant le projet et les fÃ©dÃ©rations nationales d'Ã©lus et de collectivitÃ©s (par ailleurs membres de l'Office international de l'eau) : l'Association des maires de France, l'AssemblÃ©e des dÃ©partements de France, la FÃ©dÃ©ration nationale des collectivitÃ©s concÃ©dantes et rÃ©gies, la FÃ©dÃ©ration nationale des maires ruraux...

Les bÃ©nÃ©ficiaires de C@rtel

Les bÃ©nÃ©ficiaires du systÃ¨me seront les collectivitÃ©s au sens large : les communes rurales et les structures de gestion locale de l'eau bien sÃ»r, mais aussi les structures intercommunales, dÃ©partementales ou rÃ©gionales, auxquelles viendront s'ajouter diverses sociÃ©tÃ©s d'Ã©conomie mixte et agences de dÃ©veloppement.

Les initiateurs du projet prÃ©cisent : "Au-delÃ des besoins liÃ©s au dÃ©veloppement (durable) local, d'autres acteurs locaux, et en particulier les associations (consommateurs, protection de l'environnement, humanitaire,...) pourront bÃ©nÃ©ficier de la structure pour prÃ©senter des idÃ©es et engager des discussions". Les modalitÃ©s de cette participations n'ont cependant pas encore Ã©tÃ© dÃ©finies.

Le financement

C@rtel sera accessible sur abonnement annuel. AprÃ¨s la premiÃ¨re pÃ©riode de test et afin depouvoir proposer un coÃ»t d'abonnement faible aux Ã©lus, le projet devra Ã©galement bÃ©nÃ©ficier de parrainages.

Le dÃ©veloppement de C@rtel, estimÃ© Ã 4,250 millions de francs sur 3 ans, bÃ©nÃ©ficie d'un soutien financier du Commissariat Ã l'amÃ©nagement et au dÃ©veloppement du Massif Central, du ministÃ¨re de l'Agriculture (FNDAE) et de la RÃ©gion Limousin.